



# L'Égalité Economique et Sociale

Feuille du groupe Lyonnais de la *Coordination des Groupes Anarchistes*

MAI / JUIN 2010

## NE LAISSONS PAS LES TENANTS DE L'ORDRE MORAL DIRIGER NOS VIES



Les intégristes du collectif « Oui à la vie » d'obédience chrétienne, imposent l'avortement comme un problème moral et fondent leur doctrine sur une double argumentation : la protection de toute vie de son début embryonnaire à sa fin, et la soumission aux lois de la nature comme expression de la volonté divine.

Ils partent d'un fait scientifiquement fondé : il existe des cellules vivantes, des organismes vivants, mais ensuite, par une pirouette intellectuelle, cet amas de cellules devient une personne humaine dotée d'une âme mais sans aucune liberté de choix (l'âme appartient à Dieu).

Au nom du respect de la « vie », ils véhiculent un modèle de société où la personne ne décide de rien, femme-réceptacle, homme « chef de famille », enfants « don de Dieu ». Hors de la famille point de salut, nulle place pour d'autres modes de vie.

L'église institue la famille dans le cadre « sacré du mariage » comme pivot central pour contrôler les individu.e.s : la cellule familiale est sous l'autorité du chef de famille, la femme, mère au service de tou.te.s, les enfants éduqué.e.s à la soumission, réceptacles des valeurs et traditions, ont pour seule fonction de les pérenniser. Ce schéma réactionnaire et patriarcal, de fait homophobe, lesbophobe, et transphobe condamne la monoparentalité, l'union libre, etc.

L'Etat participe encore et toujours au maintien de cette institution bourgeoise qu'est la famille. Il se montre qui plus est complice des groupuscules ou églises catholiques antiavortement en réprimant les manifestations pro-choix.

*Nous nous revendiquons comme sujets à part entière :*

**Abolition du genre :** le sexe biologique ne détermine plus la place des individu.e.s, les catégories hommes - femmes cessent d'être la norme de référence pour l'organisation de la société.

**Respect de nos choix de vie :** vie amoureuse sous le même toit ou pas, pour un jour ou pour la vie, avec un.e seul.e ou avec plusieurs, célibat, enfant(s) ou non ...

**Libre choix de nos sexualités :** pratiques sexuelles entre femmes, entre hommes, entre hommes et femmes, avec ou sans pénétration, où on veut quand on veut... Une seule condition : sexualité librement consentie entre individu.e.s.

**Droit à une éducation sexuelle.**

**Droit à une éducation non sexiste.**

**Contraception et IVG libres et gratuites.** Pour l'IVG, nous revendiquons la gratuité totale sans condition de nationalité, une information claire et un accès simple aux services hospitaliers, l'abrogation de la loi de 1920 (pénalisation de l'avortement).

**Pour la contraception :** accès libre et gratuit, développement de la recherche sur tous les moyens de contraceptions pour les femmes et les hommes.

**Possibilité de décider de mettre fin à sa vie.**

Notre corps nous appartient  
Nous ne laisserons personne remettre en cause  
les droits acquis  
Nous ne laisserons personne décider de  
nos vies



L'Égalité Economique et Sociale est une feuille mensuelle d'analyse, de présentation des activités et manifestations organisées par la CGA-Lyon et des nouveautés de la librairie *La Plume Noire*.



[www.c-g-a.org](http://www.c-g-a.org)

**Pour être tenu-e informé-e des activités du groupe lyonnais de la CGA**  
**Abonnez-vous à l'Égalité Economique et Sociale**

Feuille mensuelle 4 pages - 10 E pour 10 numéros -  
*Chèque à libeller aux initiales "EA", à envoyer à la Plume Noire 19, rue Pierre Blanc 69001 Lyon*

Vous pouvez aussi **recevoir gratuitement** cette feuille **par internet** (en format pdf) en nous écrivant à [groupe-lyon@c-g-a.org](mailto:groupe-lyon@c-g-a.org)

Retrouvez nos activités nos analyses et nos textes sur [www.laplumenoire.org](http://www.laplumenoire.org)

les articles sont en ligne sur <http://rebellyon.info/ees>  
media alternatif lyonnais

Vous pouvez rencontrer les militants de la CGA à la librairie **La Plume Noire** le mercredi de 17h à 19h  
Le samedi de 15h à 19h ou au **café libertaire** les vendredi de 21h à 1h au 19 rue Pierre blanc 69001 Lyon

**IDEE NOIRE**  
l'émission de la CGA

tous les **mercredis soirs** de 20h à 21h sur **Radio Canut 102.2 Mhz** ou sur [www.radiocanut.free.fr](http://www.radiocanut.free.fr)

# Programme d'Activités

Groupes lyonnais de la C.G.A.

*En soutien à La Plume Noire expulsée!*

**Samedi 19 Juin**

**19h : Ouverture du café Libertaire et Réalisation d'une fresque sur la devanture de la Librairie par A. Rêveur, graffeur.**



**20h30 : Concert de "Fire babouch" au Café Libertaire**

Groupe lyonnais de reggae français

Prix libre

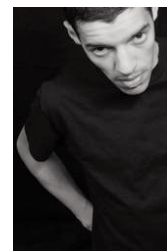


*Le dernier Café Libertaire*

**Vendredi 25 Juin**

**20h30 : Concert d' "Experimental"**

Chanteur lyonnais de rap et autres facéties.



**Suivi du Sound System de "King Milouz"**

Prix libre

*La dernière journée d'activités*

**Samedi 26 Juin**

**15h : Débat : Les anarchistes et les luttes ouvrières.**

Intervention d'un militant ouvrier à Freescale en lutte depuis 2 ans contre les licenciements massifs.



**19h : Repas de soutien à prix libre au café libertaire.**

**21h : Concert de "Walter" au café libertaire.**

Groupe grenoblois de reggae folk français.

Prix libre



# CE QUE NOUS DÉFENDONS!

## Ce pour quoi nous luttons dans les mouvements sociaux :

### **Lutte collective**

Nous défendons la dimension collective de la lutte. Cela n'exclut pas les initiatives individuelles, mais cela signifie que nous mettons en avant la force collective que procure le fait de s'associer pour lutter, la force supplémentaire qu'amène la solidarité et l'entraide face au pouvoir.

### **Organisation**

Nous défendons la nécessité de s'organiser pour lutter, ce qui découle directement de la nécessité de s'associer. S'organiser, cela se donne les moyens de prendre des décisions, collective, mutualiser les moyens (notamment matériels) pour démultiplier nos capacités d'action. Selon la nécessité, l'organisation peut être ponctuelle ou s'inscrire dans la durée. Nous ne fétichisons pas les organisations en tant que structure, mais nous défendons la nécessité de s'organiser.

### **S'organiser avant, pendant, après la lutte**

Nous défendons la nécessité de s'organiser avant, pendant, et après la lutte. Nous considérons que les luttes émergent d'une convergence entre une révolte ponctuelle et la diffusion préalable d'une autre manière de voir que celle du pouvoir. C'est pour cela que nous travaillons à l'insertion sociale de l'anarchisme, et que nous refusons une logique suiviste qui consisterait à ne participer aux luttes que lorsqu'elles sont à leur pic. Nous considérons qu'il est nécessaire de participer à la construction des luttes, car c'est à ce moment là que se joue le succès futur de celles-ci et la possibilité plus ou moins grande de développements de dynamiques d'auto-organisation.

### **Auto-organisation**

Nous défendons comme mode d'organisation l'auto-organisation des exploité-e-s en lutte. Cela signifie que l'organisation, n'est pas imposée par une minorité dirigeante, mais est un choix volontaire des participant-e-s de la lutte. Cela peut passer selon les cas par la constitution de comité de grèves, d'assemblées générales, de coordinations, d'assemblées populaires, mais cette dynamique passe aussi par la lutte pour la démocratie directe et le fédéralisme au sein des organisations pré-existantes à la lutte (syndicats, associations, collectifs).

### **Refus de la hiérarchie, décisions collectives**

Pour nous, l'auto-organisation ne prend son sens réel que par le refus de la hiérarchie, de la division dirigeants/dirigés, ce qui suppose la prise de décision par la collectivité en lutte au moyen du vote décisionnel (et non de l'élection), et non par une avant-garde élue ou auto-proclamée.

### **Organisation formelle**

Nous défendons l'organisation formelle, que nous ne confondons pas avec le légalisme, parce que nous pensons que la formalisation de modes de décisions permet d'identifier les lieux et les rapports de pouvoirs, le décalage entre le fonctionnement souhaité et le fonctionnement réel, et donne ainsi la possibilité de rectifier les dysfonctionnements, de combattre les logiques de domination en les identifiant, de contrôler le pouvoir.

### **Fédéralisme et contrôle des mandats**

Nous pensons que l'organisation ne peut se concevoir de manière localiste, sous peine de voir se maintenir les dynamiques dirigistes à l'échelle extralocale (nationale, internationale). Pour coordonner les différents niveaux d'organisation sans reproduire la distinction dirigeants/dirigés et en maintenant le cadre de décisions collectives, nous défendons le fédéralisme, c'est à dire la pratique du mandatement contrôlable, révocable et de la rotation des mandats.

### **Complémentarité des tactiques**

Nous défendons la complémentarité des tactiques, c'est à dire le souci permanent non d'opposer a priori les tactiques dès lors qu'elles s'incrincent dans une volonté émancipatrice, mais de travailler à leur complémentarité réelle, c'est à dire qu'elles se renforcent mutuellement et non s'annule. Cela ne signifie pas une juxtaposition de tactiques sans prise en compte de celles des autres, qui n'est que source de conflit et de division, mais la construction d'une complémentarité entre tactiques différentes et la solidarité face à la répression.

### **Construction du rapport de force**

Nous pensons que la lutte ne peut marquer des points que si elle développe le rapport de force. Pour nous ce rapport de force ne se situe pas pour l'essentiel dans « l'opinion publique », qui est une construction médiatique. Il se situe à la fois dans la diffusion des idées opposées à la domination auprès de nos collègues, nos voisins,... mais aussi et surtout dans le basculement de ceux-ci de la passivité à l'action collective de confrontation avec le pouvoir.

Cela signifie taper au portefeuille des patrons et actionnaires en s'en prenant à la bonne marche de la production par la grève, le blocage, l'occupation, le ralentissement de la production, etc...

Cela signifie aussi défendre l'idée que l'Etat n'est pas un partenaire, un interlocuteur neutre, mais un ennemi dans la lutte, au service de la bourgeoisie, et qu'il faut construire un rapport de force par rapport à celui-ci également.

### **Refus de la récupération bureaucratique et politicienne**

Nous nous opposons aux velléités de récupérations par les bureaucraties (minorités dirigeantes d'organisations syndicales), et par les politiciens. Cela signifie défendre l'idée que la lutte ne voit pas son débouché dans les élections, mais dans ses succès propres, sur son propre terrain. Cela signifie refuser que la lutte soit le terrain de construction de carrières politiques, d'ambitions électorales.

### **Rupturisme**

Nous défendons dans les luttes les revendications de rupture, c'est à dire celles qui mettent intrinsèquement en cause les systèmes de domination. Celles qui construisent les possibilités d'une remise en cause globale des systèmes de domination. Les revendications de rupture sont pour nous un moyen de dépasser l'opposition entre revendication immédiates et revendications révolutionnaires, conçues comme antagonistes, en développant des dynamiques qui relient ces deux revendications, l'une renforçant l'autre plutôt que l'affaiblissant.

### **Ethique**

La construction des luttes passe pour nous par le respect des autres personnes en lutte, ce qui signifie le refus du sectarisme, (ce qui n'empêche pas la critique ferme et déterminée), des injures et de l'usage de la violence pour régler les conflits politiques internes aux mouvements de lutte émancipateurs.



# Le racket sur nos retraites c'est le capitalisme et l'état, Débarrassons nous-en !

## Situation sociale : Retour vers le futur

La situation sociale actuelle montre la violence du système qui régit nos vies. Chômage et précarité explosent pour que grands patrons et actionnaires continuent à empocher leurs dividendes. Les riches toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres : ce n'est pas un effet de la crise, mais bien du système capitaliste. La crise n'est qu'une traduction de la logique du capitalisme, fondé sur la recherche permanente du profit, au bénéfice d'une minorité.

Elle donne le prétexte aux tenants du pouvoir pour accélérer « les réformes nécessaires » à leurs yeux. Traduire par : rogner sur les conquêtes sociales obtenues par le mouvement ouvrier au cours du 20ème siècle, casser les filets sociaux, dégrader les conditions de travail et développer la précarité pour empêcher les solidarités de se créer, privatiser et marchandiser l'ensemble des activités humaines pour accroître leurs profits. La « réforme » des retraites s'inscrit complètement dans cette logique. L'allongement de la durée de cotisation et la décote par annuité manquante ont pour but de baisser le niveau du montant des retraites et obliger ainsi à recourir à l'épargne privée. On en est bien là, la lutte des classes n'a pas cessé, les exploités le savent bien et s'y emploient.

## Nous n'aurons rien sans nous battre ensemble et au-delà de 24 h !

Face à cela, la lutte des classes doit aussi s'organiser de notre côté. Les grèves interprofessionnelles de l'année dernière ont montré que beaucoup ne sont pas prêts à se laisser faire. Mais ces grèves de 24 heures sans lendemain ont aussi démontré leur inefficacité. Pour contrer la régression sur les retraites, nous devons passer de grèves et manifestations d'expression d'un mécontentement à des grèves de confrontation avec le pouvoir. La politique co-gestionnaire des bureaucraties syndicales ne permet pas d'envisager par elles l'avènement d'une lutte véritable. Penser que le fameux front syndical unitaire pourra nous y conduire est une impasse. L'unité au sommet, quand elle est obtenue, n'est que de façade (rappelons nous des négociations sur les retraites de 2003 !). S'en remettre à des négociations à froid, déléguées, sans contrôle, à ces mêmes bureaucraties syndicales serait également vain.

## Construire une riposte sociale unitaire à la base !

Il est vrai que, comme nous l'assène les bureaucraties syndicales, « la grève générale, ça ne se décrète pas ». Encore faut-il avoir la volonté de la construire ... C'est, dans les mois qui viennent, cet objectif de construction qui doit animer, à la base, au-delà des appartenances syndicales, ceux et celles qui ne veulent plus subir. Nous devons aussi renouer avec les méthodes traditionnelles de lutte du mouvement ouvrier comme les occupations des lieux de travail, les blocages des centres économiques névralgiques etc. La radicalité qui s'est exprimée dans certaines actions de salariés contre leurs licenciements (séquestration de patrons et de cadres, sabotage ou réquisition des outils de production) nous montre la voie à suivre.

## Etat et patronat main dans la main pour nous plumer, 2012 n'y changera rien !

Tant qu'il y aura le capitalisme, il y aura des crises et de la misère. Se tourner vers l'état pour réguler « la folie » capitaliste est illusoire. L'état est par nature basé sur la protection des intérêts du capital et sur la confiscation du pouvoir par une minorité. En ces temps de crise, l'état montre de façon criante sa collusion avec le capital : d'un côté envoi de la police et décisions de justice contre les salariés qui se battent pour sauver leur emploi et de l'autre cadeaux aux banques et aux patrons... Toute tentative de changement social égalitaire par l'accession aux commandes de l'état, par la voie électorale ou « révolutionnaire », a échoué. Déléguer le changement aux politiciens de gauche ou d'extrême gauche, serait donc une impasse ...

## Changer de cap, rompre avec le capitalisme et l'Etat

Il faut donc se donner des perspectives de changement de société pour rompre avec le capitalisme et l'état. Nous sommes porteurs d'un projet de société anarchiste. *Nous voulons une économie socialisée et égalitaire gérée directement par les travailleurs et les usagers. A l'Etat, il faut substituer la participation du plus grand nombre aux prises de décisions.* Cela avec des structures fonctionnant sur la démocratie directe, pour permettre la participation de toutes et tous, sur des mandats révocables pour empêcher que se reconstituent des privilèges et sur le fédéralisme pour construire des projets de grande ampleur. C'est à partir des mouvements sociaux que doit se construire la gestion directe de la société, de la production et de la distribution des biens et des services. C'est dès maintenant, au sein des luttes, que nous devons faire l'apprentissage de décider et gérer la conduite des mobilisations, pour demain prendre en charge la conduite de la société.



## 10 avril 2010, Une riposte antifasciste massive et déterminée contre l'extrême-droite!



Samedi 10 avril, plus de 2500 personnes se sont mobilisées derrière une banderole unitaire « Ripostons au fascisme », à l'appel du collectif de vigilance contre l'extrême droite. L'objectif était de répondre politiquement aux successives attaques de groupes de néo nazis sur Lyon et en particulier dans le quartier de Saint Jean devenu le lieu de rassemblement de fachos divers et variés. En effet, depuis environ deux ans, les fachos lyonnais (de différentes organisations mais aussi issus du stade de foot) sont sortis du bois et plus particulièrement ces derniers mois avec quelques actions d'éclat : attaque du rassemblement contre le débat sur l'identité nationale, attaque des cercles de silence, agressions physiques de militants. De même, cette recrudescence du fascisme s'est traduite par une visibilité forte grâce à des collages d'affiches et autocollants massifs sur la ville.

La manifestation, rassemblant des cortèges du Pink Bloc au NPA mais surtout des cortèges anarchistes, part sur les coups de 15h de la place Bellecour, pour rejoindre le Vieux Lyon et la place Saint Jean, quartier fétiche des fachos : le message est clair, nous ne désertons pas la rue sous la menace fasciste.

Sur place, la prise de parole rappelle les dernières exactions de l'extrême-droite lyonnaise et la nécessité du combat antifasciste. La prise de parole se clôture sur des slogans tels que "le fascisme c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève" ou sur la nécessité de la lutte sociale face à l'Etat et aux fascistes, ainsi que la solidarité avec les sans-papiers et les travailleurs immigrés. Sur la place quelques crânes rasés qui traînent se font dégager sans échauffourées. Plus loin, sur le parcours, une petite quarantaine de fachos, hools du stade et identitaires, s'époumonaient à brailler "bleu blanc rouge, la france aux français" et comme ils sont rapidement couverts par les slogans des manifestants, le seul argument qu'il leur reste est de nous exhiber leur cul blanc.

Les flics, après avoir fait un double rang entre les nombreux manifestants et le petit groupe de fachos, ont fini par faire reculer de quelques centaines de mètres les provocateurs et au bout de quelques minutes, les manifestants abandonnent les fachos à leurs cris réactionnaires et poursuivent la manifestation en direction des Cordeliers, où a eu lieu une dernière prise de parole avant la dispersion de la manifestation.

Cette manifestation fut une réelle réussite car face aux exactions violentes de quelques nervis d'extrême-droite, la réponse fut l'affirmation politique et populaire d'un antifascisme sans concession, dénonçant la politique anti-sociale du gouvernement qui crée de toute pièce l'ennemi intérieur en stigmatisant les étrangers et en généralisant la misère, terreau du fascisme.

**Aujourd'hui comme hier, pas de fachos dans les quartiers, pas de quartier pour les fachos !**

# Violences homophobes, lesbophobes et transphobes : ça suffit !

Un certain soir de mai, une foule se rassemble devant Saint Jean : homos, bi, trans, hétéros, toutes et tous ont décidé de se retrouver là pour échanger des baisers et dire merde aux homophobes, stop aux agressions quotidiennes en raison de l'orientation sexuelle. Un groupe de 80 fascistes et catholiques intégristes déverse sa haine et menace physiquement, verbalement les rassemblé-e-s.

La police est présente, nombreuse, autour du rassemblement homophobe et lui fait place nette devant l'Eglise. Celui-ci n'a pas été autorisé, ce qui n'empêchera pas l'Etat de le protéger et qu'une fois la nuit venue, de chasser violemment résistants et résistantes à l'ordre moral. Cela montre bien que l'Etat se situe du côté des homophobes, et protège les fascistes et les catholiques intégristes.

La provocation des fascistes à Saint Jean s'inscrit dans la longue liste des violences homophobes, lesbophobes et transphobes au quotidien : insultes, agressions, invisibilisation, qui touchent plus particulièrement les gays, les lesbiennes, les transexuels des classes populaires qui n'ont pas les moyens économiques d'accéder à des lieux de rencontres sûrs..

Elle n'en est que l'aspect le plus visible, mais elle témoigne en même temps de la situation actuelle : celle d'une offensive des fascistes et des religions visant à nous imposer par la force, une norme sexuelle et une sexualité sans jouissance dont le seul but est la reproduction .

Dans cette perspective, le couple hétérosexuel est présenté comme la seule forme relationnelle admise, comme la norme absolue. L'homosexualité est considéré comme une menace à un ordre familial et social qui organise la domination des hommes sur les femmes, autour de rôles stéréotypés: les hommes doivent être virils, actifs, se conformer à des rôles de dominants, et les femmes doivent être disponible à la reproduction dans la plus grande soumission. Celles et ceux qui sortent de ce cadre imposé sont violemment réprimés. C'est dans ce contexte que s'inscrit la répression de l'homosexualité, qu'elle soit le fait de la loi ou d'homophobes ordinaires.

La remontée des discours réactionnaires et des thèses fascistes se traduit par le renforcement de la haine contre les homosexuel-les et les femmes émancipées, parallèlement au racisme et à la xénophobie, dont l'Etat est l'un des principaux promoteurs.

Opprimé-e-s, Brimés, persécutés dans la plupart des pays, homosexuel-les et transexuels subissent la violence que met en place l'établissement de frontières entre les pays capitalistes : impossibilité de circuler (notamment quand on vient des pays pauvres) et de fuir des pays où l'homosexualité et la transexualité sont considérées comme des crimes.

A l'intérieur des pays où ils-elles arrivent, ils et elles se retrouvent triplement opprimé-e-s : comme travailleurs et travailleuses, comme immigré-e-s sans papier-es dans un pays qui comme la France ne reconnaît quasiment pas le droit d'Asile et comme lesbienne/Gay/bi/trans confronté à l'homophobie, la lesbophobie et la transphobie également très répandue dans ces pays. La survie pour chacun-e devient difficile : le plus souvent sans famille ni appui communautaire il est très difficile de trouver un travail. L'émancipation de chacun et la liberté de tous n'est possible que par l'abolition des frontières qui marquent dans le sang le contour des pays.



Dans ce contexte, il n'y a rien à attendre de l'Etat, ni de l'intégration par la voie de la consommation capitaliste. C'est la lutte collective contre l'homophobie et la transphobie, contre l'organisation sociale qui le produit, contre le racisme d'Etat et contre le capitalisme qui nous permettra de réaffirmer l'égale dignité de toutes et tous, ainsi que d'assurer les conditions matérielle d'une réelle liberté sexuelle.

**Dans cette perspective, nous réaffirmons la nécessité et la légitimité de l'autodéfense contre les agressions homophobes, lesbophobes et transphobes.**

**Nous continuons à revendiquer l'abolition des dispositions légales discriminatoires à l'égard des lesbiennes, des gays, des bi et des trans (impossibilités d'adopter, de se marier, psychiatisation/médicalisation des transexuels et des transgenres, conception hétérocentrée de la famille et de la sexualité..)**

**Nous revendiquons la régularisation de tou-te-s les sans papiers, seul moyen d'assurer la possibilité pour les gay, les lesbiennes, les bi, les trans de vivre où ils le souhaitent leur sexualité, de manière libre.**